



Réponse du groupe ILIAD à la consultation publique
Questions juridiques soulevées par le
raccordement final des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné
13 avril au 25 mai 2012

1	PRISE EN CHARGE FINANCIERE DES DEPLOIEMENTS A L'INTERIEUR DES LIMITES DE LA PROPRIETE PRIVEE ...	2
2	NATURE DU POINT DE RACCORDEMENT DEFINI PAR L'ARTICLE L33-6 DU CPCE	3
3	CONVENTIONNEMENT DES PARCS D'IMMEUBLES	5
4	IMMEUBLES NEUFS.....	5

1 Prise en charge financière des déploiements à l'intérieur des limites de la propriété privée

Les frais de raccordement final d'un pavillon peuvent représenter plus de la moitié du coût global de la ligne très haut débit déployée entre le point de mutualisation et ce pavillon. Les coûts du raccordement final, notamment en partie privative, constituent une barrière au développement du très haut débit en zones de moyenne et faible densité. Pour contourner cette difficulté, deux pistes ont été proposées à ce jour :

Droits de suite

Un mécanisme de droit de suite a été proposé par France Télécom dans son offre d'accès. Ce mécanisme permet de protéger l'investissement du premier opérateur dans le raccordement final en prévoyant un rachat de celui-ci par un éventuel opérateur successeur, avec une décote de 5% par an. Néanmoins :

- ce mécanisme ne résout pas le problème économique de fond, qui est l'absence de rentabilité des accès très haut débit, dès lors que le coût de raccordement final est élevé¹ ;
- ses modalités actuelles de mise en œuvre sont inflationnistes et peuvent avoir un effet anticoncurrentiel, en gelant les parts de marché ou en dissuadant l'arrivée d'un nouvel opérateur².

Contribution au financement des abonnés finaux

Certains acteurs envisagent que l'abonné final puisse prendre en charge une partie du coût du raccordement, et la présente consultation de l'Autorité se situe dans cette perspective. Cette piste semble inopérante :

- une partie importante des abonnés ne voudra pas payer, et il paraît difficile de les y contraindre ; dans l'hypothèse d'un éventuel « switch off » du cuivre, il sera impossible de demander aux abonnés de payer une somme importante et même de contribuer financièrement au raccordement final pour bénéficier d'un service double ou triple play qu'ils avaient déjà ;
- la proportion d'abonnés disposant d'une liaison haut débit de si mauvaise qualité qu'ils seraient prêts à financer la fibre à hauteur de plusieurs centaines d'euros est faible ; elle le sera d'autant plus que des solutions de montée en débit transitoire seront mise en œuvre dans les zones peu denses ;
- l'économie des projets fibre suppose d'accélérer le recrutement des abonnés ; comme pour toute nouvelle technologie de réseau (téléphone, minitel, mobile ou haut débit) la démarche rationnelle des opérateurs sera d'abaisser les barrières à la souscription et d'offrir aux abonnés les frais d'accès au service.

La piste explorée par l'Autorité concerne des cas de figure relativement rares, aujourd'hui quasi inexistantes, où l'abonné commande un raccordement final directement à l'opérateur de réseau, et non à son opérateur

¹ Une mesure incitative pour la prise en charge financière d'une partie du coût des raccordements finals par les opérateurs seraient de leur permettre un amortissement du coût des raccordements finals sur une courte durée de trois à quatre ans.

² France Télécom prévoit une simple déclaration du coût de raccordement par le premier opérateur. Celui-ci a intérêt à majorer le coût déclaré, pour bénéficier de droits de suite les plus élevés possibles. Les effets ne se compensent pas entre opérateurs en dehors de la zone très dense où France Télécom a une part de marché importante et où les opérateurs alternatifs ont des parts de marché disparates. Un opérateur arrivant ex post peut se trouver confronté à une barrière économique, car obligé de racheter des raccordements finaux au-delà de leur valeur réelle.

commercial³, sur le modèle des raccordements électriques par exemple. Il semble que seuls les projets de collectivités en zones peu denses puissent se situer dans ce cadre de réflexion.

Par ailleurs, les analyses menées par l'Autorité sont intéressantes mais souffrent de deux handicaps (i) elles ne résolvent pas, dans le cas général, le problème économique de fond du coût des raccordements final en zones de moyenne et faible densité⁴ (ii) ces analyses sont constructives mais restent discutables, et les juridictions compétentes ne seront pas liées par interprétations du droit positif faites par l'Autorité.

Le sujet des raccordements finaux est important, voire structurant en zones de moyenne et basse densité, et n'est pas résolu à ce jour. Il semblerait utile que l'Autorité et le gouvernement puissent étudier, au-delà de la seule interprétation du cadre réglementaire en vigueur, des actions nouvelles susceptibles de rendre économiquement viable les déploiements fibre en zones pavillonnaires, rurales ou mixtes. Quelques pistes de réflexion pourraient être envisagées :

- un rescrit fiscal autorisant les opérateurs à amortir des raccordements finaux sur une période courte, typiquement trois à quatre ans ;
- réserver un volet du programme national numérique pour la subvention des raccordements finaux (subvention directe aux ménages ou aux opérateurs réalisant ces raccordements)
- une révision des dispositions de l'article L33-6 du CPCE en vue de permettre la prise en charge des frais de raccordement par les propriétaires selon des modalités similaires à celles existantes pour le raccordement au réseau électrique :
 - demande de raccordement à l'opérateur de zone
 - proposition de raccordement par l'opérateur de zone constituée de :
 - o la description des travaux de raccordement réalisés par l'opérateur de zone accompagnée du devis,
 - o l'échéancier prévisionnel de réalisation des travaux,
 - o la description des travaux qui sont de la responsabilité du propriétaire
 - acceptation de la proposition de raccordement par le propriétaire
 - réalisation des travaux par l'opérateur de zone et, le cas échéant, le propriétaire.

2 Nature du point de raccordement défini par l'article L33-6 du CPCE

L'Autorité entend définir les limites des travaux devant être réalisés par l'opérateur d'immeuble dans le délai de six mois suivant la date de signature de la convention entre l'opérateur et le propriétaire. Ces travaux consisteraient en la réalisation de lignes à très haut débit à partir du point de raccordement jusqu'au dispositif de terminaison installé à l'intérieur de chaque logement ou local. Par exception à ce qui précède, le raccordement effectif des logements et locaux pourraient être réalisés postérieurement à la réalisation des travaux d'installation.

Selon l'Autorité, le « *point de raccordement* » pourrait être :

- soit le point de mutualisation lorsque le point de mutualisation est situé à l'intérieur des limites de la propriété privée,

³ Dans le cas où l'abonné commande à l'opérateur commercial, celui-ci peut percevoir des Frais d'Accès au Service. D'un point de vue économique, cette solution est inopérante pour les raisons exposées dans le texte. Mais il n'y a pas de difficultés juridiques.

⁴ ou alors uniquement sur le cas particulier des projets publics fibre menés dans les zones où les habitants ont un accès haut débit de très mauvaise qualité, et où une proportion importantes des ménages suffisamment d'appétence pour la fibre pour accepter de payer plusieurs centaines d'euros plutôt que soit de se contenter de leur accès haut débit existants, soit de souscrire une offre 3G/4G.

- soit un point spécifique situé dans les limites de la propriété privée lorsque le point de mutualisation ne peut être installé à l'intérieur de ces dernières.

Le groupe Iliad ne partage pas l'analyse de l'Autorité, le point de raccordement est, au sens de l'article L34-8-3 et des décisions 2009-1106 et 2010-1312 de l'Autorité, le point permettant aux opérateurs tiers de se raccorder aux lignes très haut débit déployées dans les immeubles et se confond donc avec le point de mutualisation :

- Article L34-8-3 du CPCE
« L'accès est fourni dans des conditions transparentes et non discriminatoires en un point situé, sauf dans les cas définis par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, hors des limites de propriété privée et permettant le raccordement effectif d'opérateurs tiers, à des conditions économiques, techniques et d'accessibilité raisonnables »
- Décision n° 2009-1106 de l'Autorité
« On entend par « point de mutualisation » le point d'extrémité d'une ou de plusieurs lignes au niveau duquel la personne établissant ou ayant établi dans un immeuble bâti ou exploitant une ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique donne accès à des opérateurs à ces lignes en vue de fournir des services de communications électroniques aux utilisateurs finals correspondants, conformément à l'article L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques. »
- Décision n° 2010-1312 de l'Autorité :
« on entend par « point de mutualisation », le point d'extrémité d'une ou de plusieurs lignes au niveau duquel la personne établissant ou ayant établi dans un immeuble bâti ou exploitant une ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique donne accès à des opérateurs à ces lignes en vue de fournir des services de communications électroniques aux utilisateurs finals correspondants, conformément à l'article L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques ; »

Ni le code, ni les décisions de l'Autorité ne distinguent sur les lignes très haut débit un « point de raccordement » intermédiaire entre le point de mutualisation et le câblage de l'immeuble.

Or, une telle distinction permettrait à un opérateur d'immeuble de contourner les dispositions de l'article L34-8-3 du CPCE ainsi que des décisions 2009-1106 et 2010-1312 de l'Autorité en :

- déployant le très haut débit dans les immeubles sans proposer de point de mutualisation concomitamment au déploiement du câblage d'immeuble,
- organisant ses déploiements en ne réalisant systématiquement le point de mutualisation et le réseau en aval de ce dernier que postérieurement au câblage d'immeuble et ce, au détriment
 - en dehors de la zone très dense, soit d'un opérateur de zone qui aurait préalablement déployé le point de mutualisation et le réseau en aval de ce dernier pour ensuite raccorder les câblages d'immeuble,
 - en zone très dense, soit des opérateurs cofinçant le câblage d'immeuble sans leur donner accès à ce dernier concomitamment à son cofinancement.

Enfin, l'Autorité fonde son interprétation sur les dispositions de l'article R111-14 du code de la construction et de l'habitation. Celles-ci ne concernent que les bâtiments nouveaux et donc les câblages déployés par les constructeurs lesquels doivent effectivement être livrés dans un point unique situé dans l'immeuble. Il s'agit d'un cas particulier où le réseau très haut débit n'est pas déployé par l'opérateur d'immeuble qui ne fait que reprendre les lignes installées lors de la construction. Au cas d'espèce, ces dispositions garantissent à l'opérateur d'immeuble de disposer de l'ensemble des lignes très haut débit à un point unique et d'éviter une livraison de ces lignes à chaque palier ou cage d'escalier. Les dispositions de l'article R111-14 du code de l'urbanisme ne peuvent donc pas être généralisées à l'ensemble des déploiements et ne peuvent pas être utilisées pour interpréter les dispositions de l'article L34-8-3 ainsi que le propose l'Autorité.

Pour l'ensemble de ces raisons, le groupe Iliad ne partage pas l'analyse de l'Autorité : le point de raccordement et le point de mutualisation constituent un point unique. La création d'un tel point intermédiaire ne correspond à aucune disposition réglementaire et n'apporterait que de la confusion dans la réalisation des déploiements au détriment des opérateurs de zone.

3 Conventionnement des parcs d'immeubles

Sur le délai de réalisation du câblage des immeubles la réglementation est claire. Le principe est que « *les travaux doivent s'achever au plus six mois à compter de la signature* » de la convention. La seule exception concerne la réalisation des câblages des clients finals lesquels peuvent être réalisés postérieurement aux travaux de verticalité. Il n'existe aucune autre exception au délai de 6 mois.

Par ailleurs, aucune disposition n'interdit de mentionner un ou plusieurs immeubles dans une convention passée en application des dispositions de l'article L33-6 du CPCE. Mais, dans tous les cas, le ou les immeubles désignés dans la convention doivent être fibrés dans les 6 mois suivant sa date de signature. Si l'article L33-6 dispose qu'une convention doit être conclue, il s'agit non d'imposer une convention par immeuble mais seulement d'une correspondance avec la mention « *un immeuble* » cité précédemment dans ledit article.

Enfin, il importe peu pour les bailleurs de conclure une convention unique ou pluri-immeubles dès lors qu'ils choisissent un opérateur d'immeuble unique pour l'ensemble de leur patrimoine. Des mécanismes à partir d'une convention cadre non-exclusive et de commandes successives de raccordement des immeubles faisant démarrer le délai de 6 mois lors de la passation de chaque commande ferme de déploiement ont ainsi pu être proposés par les bailleurs et sont conformes aux dispositions de l'article L33-6 du CPCE.

4 Immeubles neufs

Le groupe Iliad partage l'avis de l'Autorité selon lequel : le promoteur n'a pas à conclure de convention conformément aux dispositions de l'article L33-6 et que cette convention doit être conclue par l'opérateur d'immeuble désigné pour le ou les propriétaires.

